

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/Q2/SGP/6**

3 avril 1997

(97-1364)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## SUBVENTIONS

Réponses aux questions posées par le CANADA<sup>1</sup>, la COMMUNAUTE EUROPEENNE<sup>2</sup>,  
la NOUVELLE-ZELANDE<sup>3</sup> et les ETATS-UNIS<sup>4</sup> concernant la  
nouvelle notification complète de SINGAPOUR<sup>5</sup>

La Mission permanente de Singapour a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 1er avril 1997.

Une seule réponse est fournie lorsque des questions similaires ont été posées au sujet des notifications de Singapour concernant les subventions.

1. Réponse à la question du Canada portant sur les renseignements concernant les programmes de subventions contenus dans le document G/SCM/N/6 du 8 mai 1995

Le Canada souhaitait savoir pourquoi Singapour n'avait pas inclus, dans sa notification présentée conformément à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les renseignements concernant les programmes de subventions contenus dans le document G/SCM/N/6 du 8 mai 1995. Singapour a notifié par la suite, sous couvert du document G/SCM/N/3/SGP/Rev.1 daté du 5 février 1996, les trois programmes de subventions mentionnés dans le document G/SCM/N/6 du 8 mai 1995.

---

<sup>1</sup>G/SCM/Q2/SGP/2.

<sup>2</sup>G/SCM/Q2/SGP/1 et G/SCM/Q2/SGP/5.

<sup>3</sup>G/SCM/Q2/SGP/3.

<sup>4</sup>G/SCM/Q2/SGP/4.

<sup>5</sup>G/SCM/N/3/SGP + Rev.1-G/SCM/N/16/SGP.

2. Réponse aux questions de la Communauté européenne (y compris la question complémentaire) et de la Nouvelle-Zélande concernant la notification par Singapour de subventions prohibées, datée du 26 janvier 1996

Singapour a déjà notifié ces programmes dans le document G/SCM/N/6 du 8 mai 1995. Les mesures d'encouragement du commerce international ne sont plus appliquées depuis 1986 et la mesure d'encouragement de la production pour l'exportation n'a pas fait l'objet de nouvelles demandes. Le système de la double déduction fiscale et la mesure d'encouragement de la production pour l'exportation sont progressivement éliminés conformément aux obligations souscrites par Singapour au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

3. Réponses aux questions des Etats-Unis, de la Communauté européenne et de la Nouvelle-Zélande concernant la base sur laquelle Singapour a décidé que certains programmes ne répondaient pas aux prescriptions en matière de notification énoncées à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

Ces programmes ne sont pas soumis aux prescriptions en matière de notification énoncées à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Singapour ne maintient pas d'incitations spécifiques, l'exception des mesures d'encouragement du commerce international, du système de la double déduction fiscale et de la mesure d'encouragement de la production pour l'exportation, qui ont été dûment notifiés. Singapour administre ses différents programmes pour développer l'ensemble de son économie. Toutes les branches de production et toutes les entreprises peuvent en général bénéficier de ces programmes pour leur développement général. Ces programmes sont administrés conformément à des critères objectifs auxquels il faut satisfaire pour pouvoir en bénéficier et ne sont pas destinés à une entreprise, une branche de production ou un groupe d'entreprises ou de branches de production spécifiques.

En ce qui concerne le Centre national de recherche en grande informatique (NSRC) et le Centre pour la téléimagerie, la télédétection et le télétraitement (CRISP), Singapour tient à préciser qu'il s'agit de centres de recherche publics destinés à renforcer les capacités technologiques du pays dans le domaine de la recherche en grande informatique ainsi que de la téléimagerie, de la télédétection et du télétraitement.